

## CHAPITRE I : MESURE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

La question de la mesure revêt une importance particulière en analyse économique, dès lors que celle-ci s'applique souvent à des grandeurs économiques. Aussi, les concepts économiques perdent-ils beaucoup de leur signification s'ils ne sont pas mesurables.

C'est l'apport fondamental de la comptabilité nationale que de traduire les variables macroéconomiques en grandeurs observées. En effet, à la différence des concepts économiques qui admettent souvent plusieurs acceptions, les définitions de la comptabilité nationale sont claires et précises, et, de ce fait, tendent à être les plus couramment utilisées.

Plus généralement, la comptabilité nationale permet de connaître la structure et le fonctionnement de l'économie nationale. Elle repose sur une représentation de la réalité économique en termes de circuit (section I) et tente de rassembler dans un cadre comptable cohérent toutes les opérations effectuées par les agents d'une économie nationale au cours d'une année (section II). Ces

agents sont regroupés dans des catégories homogènes, dont les comportements sont résumés par des grandeurs macroéconomiques (section III).

### Section I : Le circuit économique

La représentation que se fait la comptabilité nationale de la réalité économique est celle du circuit économique. Celui-ci retrace, sous forme de flux, les opérations qui s'établissent entre les agents économiques. La construction d'un circuit complexe peut se faire en trois étapes par l'introduction progressive de nouveaux agents et de nouvelles fonctions.

#### I. Une économie fermée à deux agents

Dans sa représentation la plus simple, le circuit décrit les relations bilatérales s'établissant entre les entreprises et les ménages. Les entreprises produisent des biens et des services (flux réels) moyennant des services productifs qu'elles achètent auprès des ménages. Ceux-ci perçoivent, en contrepartie, des revenus (flux monétaires) qu'ils utilisent pour acheter les biens et services produits par les entreprises. Deux cas peuvent ici être distingués, selon que le revenu est intégralement ou partiellement dépensé.

## 1. Tout le revenu est dépensé

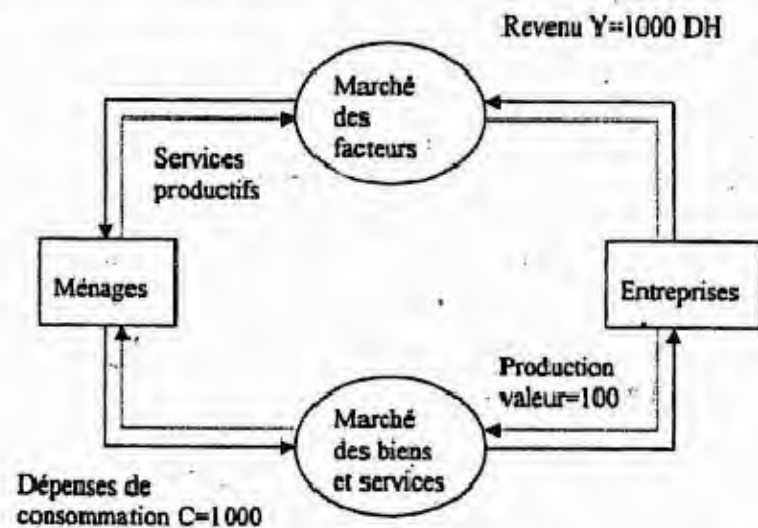


Figure I-1 : Le circuit économique d'une économie fermée à deux agents

On voit donc apparaître sur cette figure une boucle intérieure qui décrit les transferts de ressources réelles, ou flux réels, entre les agents économiques et une boucle extérieure qui, elle, décrit les flux monétaires correspondants.

Cette figure met en évidence trois optiques, différentes mais équivalentes, d'appréhender l'activité économique :

- L'optique des revenus ;

- L'optique de la dépense ;
- L'optique du produit.

En effet, comme les entreprises versent l'équivalent de la valeur de leur production sous forme de revenus, et comme les ménages dépensent intégralement les revenus perçus, l'on obtient nécessairement la même évaluation de l'activité économique que l'on mesure la valeur de la production, les revenus des facteurs ou les dépenses de consommation.

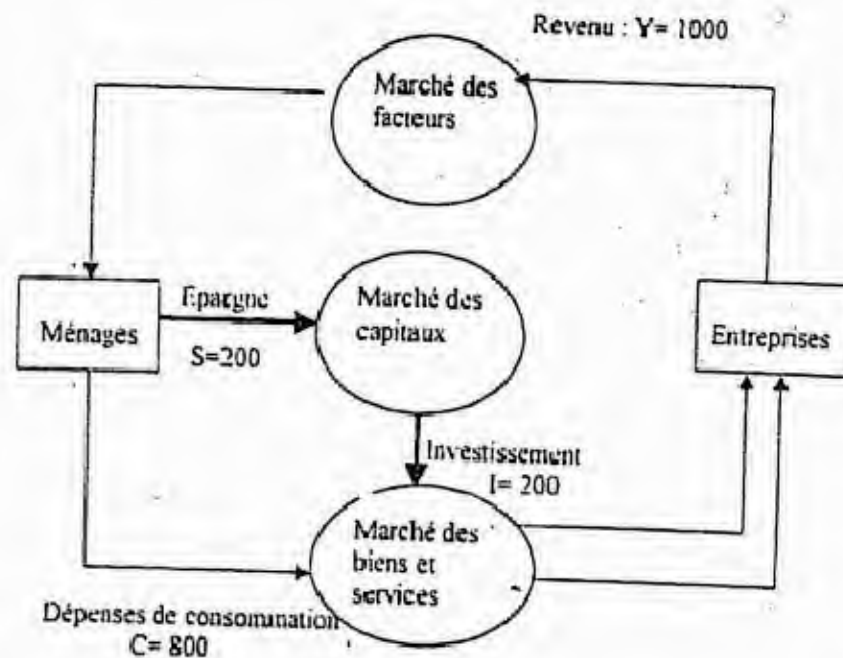
On a alors les égalités suivantes :

$$\text{Production} = \text{Revenu} = \text{Dépenses de consommation (C)}$$

## 2. Introduction de l'épargne et de l'investissement dans le circuit

Que se passe-t-il lorsque les ménages ne dépensent pas l'intégralité de leur revenu ? La figure I-2 décrit une économie simple et fermée (n'ayant toujours pas de relation avec l'extérieur) où les ménages dépensent 80% de leur revenu en achats de biens de consommation. La portion du revenu des ménages qui n'est pas consommée est appelée épargne.





N.B : Dans un but pédagogique et pour un souci de clarté, nous nous sommes limités aux flux monétaires  
 Figure I-2 : Introduction de l'épargne et de l'investissement dans le circuit économique

L'épargne ainsi constituée sera canalisée vers les entreprises par deux principaux canaux :

- directement, en achetant les obligations et les actions émises par les entreprises qui utilisent les fonds collectés pour acheter des biens d'investissement ;

- indirectement, en plaçant la portion du revenu non utilisée (l'épargne) sous forme de dépôts dans les banques ; celles-ci octroient alors des crédits aux entreprises qui les utilisent pour acheter des biens d'investissement.

Directement ou indirectement, l'épargne est acheminée aux entreprises et leur permet de financer les dépenses d'investissement. L'investissement, qui constitue la deuxième composante de la demande, contribue à la formation du stock national de capital. Il comprend deux composantes<sup>1</sup> :

➤ **La formation brute du capital fixe (FBCF).** Celle-ci prend principalement la forme de biens d'équipement (outils, machines, usines, etc.) et d'immeubles à usage d'habitation (logements). En comptabilité nationale, un logement est assimilé à un élément d'actif durable dont le propriétaire se le loue à lui-même.

➤ **La variation de stocks.** Il s'agit des biens non vendus ou non utilisés au cours d'une période donnée

<sup>1</sup> Nous y reviendrons ultérieurement.

(biens finals, biens intermédiaires, matières premières, etc.). Au même titre que les machines, les stocks s'apparentent à un actif productif (investissement) permettant de pallier immédiatement certaines fluctuations imprévisibles : maintenir le rythme de production (cas de matières premières, par exemple) et/ou satisfaire la demande de biens de consommation.

En reprenant les trois optiques du circuit économiques, nous pouvons écrire les identités suivantes :

$$\text{Production} \equiv \text{Revenu} \equiv \text{Dépense}$$

$$\text{Or, Revenu (Y)} \equiv \text{Consommation (C)} + \text{Épargne (S)}$$

$$\text{et Dépense} \equiv \text{Consommation (C)} + \text{Investissement (I)}$$

$$\text{d'où : } C + S \equiv Y \equiv C + I$$

En soustrayant C des deux membres, nous obtenons :

$$\boxed{S \equiv I}$$

Cette égalité est une identité, c'est-à-dire une relation vraie par définition. Autrement dit, l'épargne, qui constitue en fait une « fuite » de revenu dépensé en biens de consommation, se traduit par la formation de stocks de biens invendus c'est-à-dire un investissement qui, lui,

constitue une « injection » de dépense. Par conséquent, S et I sont nécessairement identiques.

L'égalité mise en évidence est donc une simple identité comptable, vérifiée par construction ; elle ne revêt aucune signification économique. En effet, les projets d'épargne et ceux d'investissement sont faits par des agents économiques différents, en l'occurrence les ménages et les entreprises, et il n'y a a priori aucune raison pouvant justifier la correspondance entre les deux<sup>2</sup>.

## II. Circuit économique avec intervention de l'Etat

Dans une économie de marché, l'activité économique est animée essentiellement par des agents privés (ménages et entreprises). L'Etat y est devenu cependant un acteur économique de premier plan. Il peut être introduit dans le circuit, en limitant son rôle à deux dimensions : prélever des impôts et effectuer des dépenses. C'est ce que montre la figure suivante.

<sup>2</sup> Voir plus loin, la notion d'équilibre.



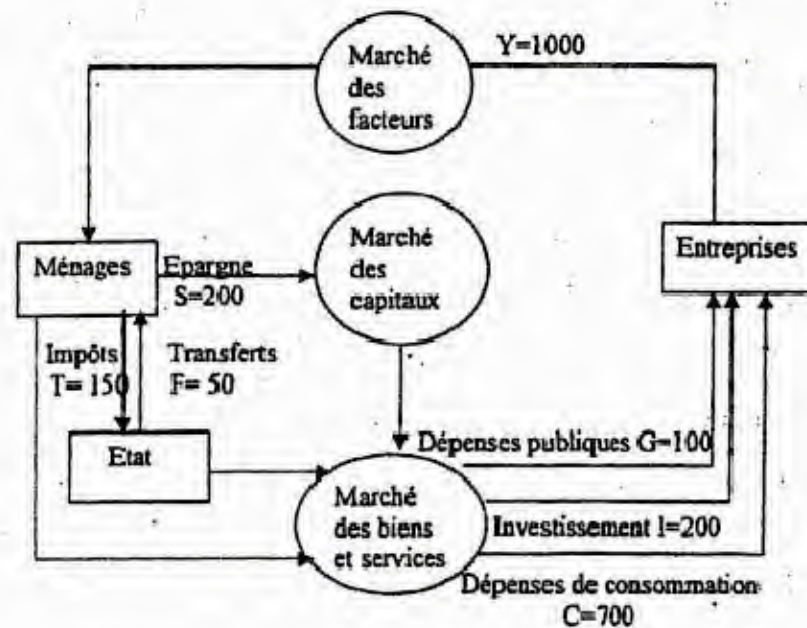


Figure I-3 : Circuit économique avec épargne et Etat

L'Etat procède aux opérations suivantes :

- Prélèvement des impôts auprès des ménages d'un montant égal à  $T = 150$ .

- Engagement de deux types de dépenses :

- Achats de biens et services aux entreprises ( $G = 100$ ) ; ces dépenses génèrent une activité de production et sont à l'origine d'une distribution de revenus d'un même montant.

➤ Paiement de transferts aux ménages (assurance sociale, allocations familiales, etc.) d'un montant égal à  $F = 50$ . Bien qu'il s'agisse de toute évidence des dépenses faites par le gouvernement, celles-ci n'engendrent en contrepartie aucune production de biens et services. /

Les trois optiques du circuit économique nous permettent d'écrire :

$$\text{Revenu} = \text{Production} = \text{Dépense}$$

Le revenu total perçu par les ménages, constitué du revenu issu de la production et des transferts, sert à l'achat des biens de consommation ( $C$ ), le paiement des impôts ( $T$ ) et la formation de l'épargne ( $S$ ). D'où :

$$Y + F = C + S + T \quad \text{ou encore} \quad Y = C + S + T - F$$

La dépense totale comprend : les dépenses des biens de consommation ( $C$ ), l'investissement ( $I$ ) et les dépenses publiques ( $G$ ).

L'égalité Revenu = Dépense peut donc s'écrire :

$$C + S + T - F = Y = C + I + G \quad (1)$$

En soustrayant  $C$  des deux membres de l'égalité, nous avons :

$$S + T = I + G + F \quad (2)$$

Soit, en chiffres :  $(200 + 150) = (200 + 100 + 50)$ .

En règle générale, les fuites hors circuit doivent être compensées par des injections identiques de dépenses autres que la consommation.

Les paiements de transfert (F) peuvent être traités comme des impôts négatifs ; ainsi, parle-t-on d'impôts nets (soit  $R = T - F$ ).

D'après (2), nous pouvons écrire :

$$[(T - F) - G] = I - S \quad \text{ou encore:} \quad R - G = I - S$$

Si  $R > G$ , c'est-à-dire que le gouvernement réalise un surplus budgétaire, alors l'économie privée doit s'ajuster pour que l'investissement privé excède l'épargne privée ( $I > S$ ). Inversement, chaque fois que le gouvernement accuse un déficit budgétaire ( $R < G$ ), l'économie privée doit s'ajuster pour dégager un solde à même de financer un tel déficit ( $I < S$ ).

### III. Circuit de l'économie ouverte

Jusqu'ici l'économie imaginaire représentée est fermée, c'est-à-dire n'entretenant pas de liens avec le reste du monde. Or, aujourd'hui, les économies sont ouvertes car elles entretiennent des liens de plus en plus denses et complexes entre elles (relations commerciales,

investissement direct étranger, etc.). La prise en compte des échanges extérieurs conduit à étoffer davantage le circuit économique.

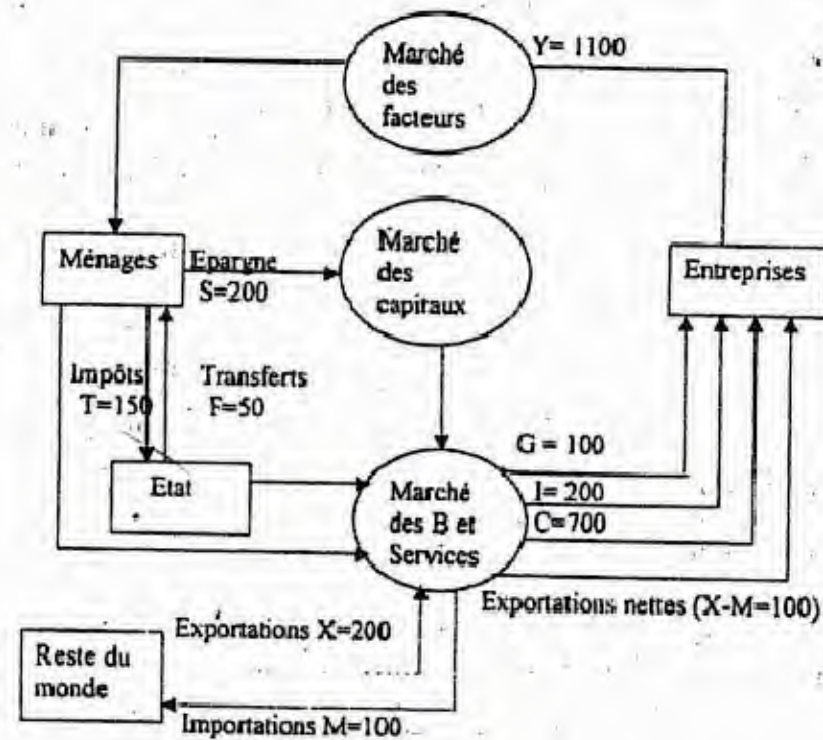


Figure I-4 : Circuit de l'économie ouverte

Les exportations (X) sont des biens et services produits à l'intérieur du pays mais vendus à l'étranger. Elles donnent naissance à des revenus de facteurs au



Maroc, mais ne font pas partie des dépenses de consommation ou d'investissement intérieures.

Les importations (M) sont des dépenses faites par les résidents marocains pour des biens et services produits à l'étranger ne créant donc pas de revenus intérieurs.

Si le revenu créé à partir des exportations est plus élevé que celui dépensé en biens et services importés, l'effet net constitue un accroissement de la production et du revenu intérieur. Par conséquent, les exportations nettes, c'est-à-dire les exportations X diminuées des importations M ( $XN = X - M$ ) sont une composante de la demande finale. Ainsi, en économie ouverte, l'équation (1) peut s'écrire :

$$Y + M = C + I + G + X$$

D'où :

$$Y = C + I + G + (X - M) \quad (3)$$

Cette relation peut s'écrire :

$$Y - (C + I + G) = X - M$$

(C + I + G) représente la demande finale intérieure et Y la valeur de la production. On constate que X - M est négatif (c'est-à-dire  $M > X$ ) équivaut à  $C + I + G > Y$ . L'écart entre la

production intérieure et la demande intérieure est donc égal au solde de la balance commerciale.

Il s'ensuit donc que pour lutter contre le déficit de leurs balances commerciales, de nombreux gouvernements adoptent des mesures d'austérité qui visent à réduire la dépense intérieure, notamment la consommation.

Reprenons l'égalité (3). Comme le revenu est égal à la dépense, nous pouvons écrire :

$$C + S + T - F = Y = C + I + G + (X - M)$$

$$\text{Ou encore: } C + S + T - F = C + I + G + (X - M)$$

En soustrayant C des deux membres, nous obtenons :

$$S + T - F = I + G + X - M$$

$$\text{D'où: } S + T + M = I + F + G + X \quad (4)$$

Encore une fois, les fuites du revenu (S + T + M) doivent être exactement compensées par des injections autres que la consommation (I + F + G + X).

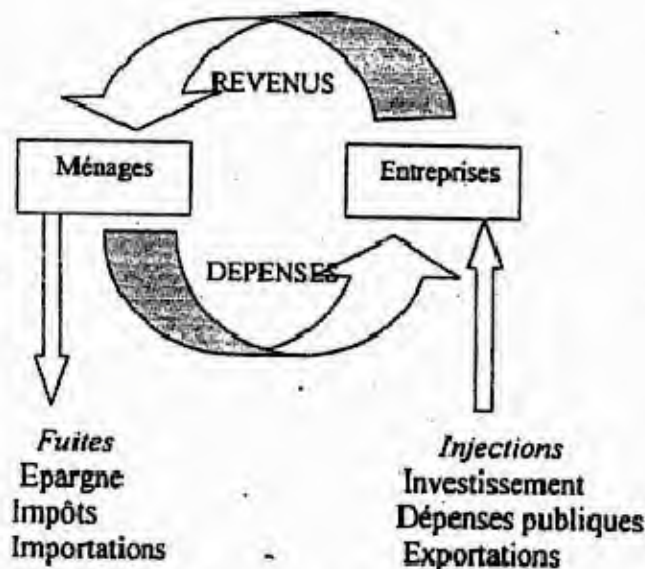


Figure I-5 : Fuites et injections

Par ailleurs, l'égalité (4) permet d'expliquer comment le budget gouvernemental et l'économie s'influencent mutuellement. D'après cette équation, nous pouvons écrire :  $[(T-F)-G] = (I-S) + (X-M)$

Soit encore :  $R - G = [I + (X-M)] - S$

Cette équation montre que le déficit budgétaire implique que l'épargne excède l'investissement et les exportations nettes, et vice versa.

La représentation de l'activité économique sous forme d'un circuit est une démarche féconde. Pour être

opérationnelle, cette conceptualisation mérite d'être complétée par un cadre comptable permettant de fournir des concepts mesurables et de synthétiser l'ensemble des opérations effectuées entre les agents d'une économie nationale.

## Section II : Le cadre comptable de la macroéconomie

L'émergence de la comptabilité nationale remonte au début des années 1930. Dans un contexte interventionniste, la comptabilité nationale est devenue un instrument indispensable à la politique économique menée par l'Etat providence.

A cette époque, les premiers travaux dans ce domaine ont été effectués sous l'impulsion de Simon Kuznets aux Etats-Unis, Colin Clark en Grande Bretagne et Alfred Sauvy en France. Ces travaux furent enrichis, au début des années 1940, par les contributions de J.Meade et R. Stone (Grande-Bretagne) et J.Tinbergen (Hollande).

Les initiatives se sont ensuite multipliées. En particulier, les Nations Unies établirent, au début des années 50, le premier système international de comptabilité nationale. La révision de celui-ci aboutit, en



1968, à l'adoption du système de comptabilité nationale (SCN68). En 1993, la commission statistique des Nations unies adopta une nouvelle norme mondiale de comptabilité nationale : le SCN1993.

Le Maroc, après avoir adopté le système français de comptabilité nationale (1952-1969), s'aligna, en 1969, sur le système normalisé de comptabilité nationale. Celui-ci reste en vigueur jusqu'en 1989, date à laquelle le Maroc décida de mettre en place le SCN1993 et procéda, en conséquence, à une refonte approfondie de la comptabilité nationale marocaine. L'année 1998 a été choisie comme la nouvelle année de base des comptes nationaux.

Ce système propose une représentation cohérente et quantifiée du circuit de l'économie nationale. Cette représentation repose sur une nomenclature des agents dénommés secteurs institutionnels ( I ). Pour décrire la vie économique, trois catégories d'opérations sont distinguées : opérations sur produits, opérations de répartition et opérations financières ( II ). L'articulation

des flux et opérations est réalisée dans le cadre des comptes de secteur ( III)<sup>1</sup>.

#### I. Les unités et les secteurs institutionnels

Au regard de la comptabilité nationale, la notion d'agent a été remplacée par celle d'*unité institutionnelle*. On entend par là « *un centre élémentaire de décision économique caractérisé par l'unicité de comportement et l'autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale* ».

Les unités institutionnelles sont regroupées en secteurs institutionnels, mutuellement exclusifs, en combinant deux critères :

- la fonction économique principale de l'unité institutionnelle ;
- la nature et l'origine de ses ressources principales.

Le nouveau système compte cinq secteurs institutionnels, auxquels s'ajoute le reste du monde. Le tableau récapitulatif ci-après retrace les fonctions et

<sup>1</sup> La présentation du système de la comptabilité nationale au Maroc se référera à la publication suivante :  
Direction de la Statistique, *Le nouveau système de comptabilité nationale au Maroc*, Rabat, 2002.



ressources principales des différents secteurs institutionnels.

Tableau n°1: secteurs institutionnels

Secteur institutionnel	Fonction principale	Ressources principales
Sociétés non financières	Production de biens et services marchands non financiers	Montant de la vente
Sociétés financières	Intermédiation financière et/ou activités financières auxiliaires	Fonds provenant des engagements financiers contractés : dépôts, primes contractuelles, cotisations sociales volontaires.
Administrations publiques ✓	Production des biens et services non marchands destinés à la consommation individuelle et collective ; réalisation d'opérations de redistribution du revenu et de la richesse nationale.	Contributions obligatoires versées par les unités appartenant aux autres secteurs institutionnels. ✓
Ménages (y compris entreprises individuelles) ✓	Consommation et éventuellement, en tant qu'entrepreneurs individuels, production de biens et services marchands ou non	Rémunération des facteurs de production ; transferts effectués par d'autres secteurs ; produits de la vente.
Institutions sans but Lucratif au service des ménages (ISBL <sub>SM</sub> )	Production de services non marchands au profit des ménages	Contribution volontaire des ménages ; versements des administrations publiques.
Reste du monde	On regroupe ici les opérations entre unités résidentes et unités non résidentes	

Deux remarques principales peuvent être formulées à partir de ce tableau :

-Premièrement, le champ spatial retenu est l'économie nationale. Celle-ci est délimitée par l'ensemble des unités résidentes, c'est-à-dire des unités qui ont un centre d'intérêt durable sur le territoire économique du pays. Cette définition lapidaire mérite d'être précisée. Ainsi, le territoire économique du Maroc comprend-t-il :

- Le territoire géographique à l'exclusion des enclaves extra-territoriales (ambassades et consulats étrangers au Maroc, locaux occupés par des organismes internationaux, etc.) ;
- L'espace aérien et les eaux territoriales ;
- Les enclaves territoriales marocaines dans d'autres pays (ambassades et consulats marocains).

Une unité institutionnelle est réputée avoir un centre d'intérêt économique sur un territoire si elle y effectue des opérations économiques d'une ampleur significative pendant un an ou plus. Ainsi, la filiale marocaine de Good-Year fait partie de l'économie nationale marocaine. Inversement, la filiale du Groupe ONA (Omnium Nord africain) implantée dans un autre pays appartient à l'économie nationale de celui-ci. De même un travailleur



marocain durablement installé à l'étranger n'est pas considéré comme une unité résidente.

Par contre, les travailleurs saisonniers et les touristes sont rattachés au territoire dans lequel ils résident habituellement.

La résidence ainsi définie, est un attribut important, parce que le statut de résident des producteurs détermine les limites de la production intérieure et influe sur l'évaluation du Produit intérieur brut (PIB).

Deuxièmement, le découpage présenté s'inscrit dans une optique institutionnelle : les centres de décision élémentaires sont regroupés dans le cadre des institutions où ils agissent. Cette classification est pertinente pour l'appréhension de la répartition, l'accumulation et le financement.

En revanche, la classification par *branches* est fonctionnelle. Il s'agit d'un regroupement d'entreprises ou d'unités de production homogènes, qui produisent un même bien. Le regroupement d'entreprises produisant le même bien principal s'appelle un *secteur*. Ce découpage est préférable pour l'analyse des structures de production.

L'approche par la production conduit à élaborer un tableau entrées-sorties (TES) : c'est un tableau de synthèse qui décrit le système productif et sert à mettre en évidence l'interdépendance entre les branches.

Outre ces deux typologies, les économistes utilisent également les notions de *groupe* (ensemble d'entreprises contrôlées directement ou indirectement par une société) et de *filière* (qui regroupe une série d'activités complémentaires de l'amont vers l'aval). Ces deux notions font encore défaut dans la comptabilité nationale.

Ces remarques étant faites, revenons à présent aux secteurs institutionnels identifiés par le tableau.

#### 1. Les sociétés non financières

Ce secteur est constitué des unités institutionnelles résidentes dont l'activité principale est de produire des biens et services marchands non financiers. Ces unités doivent disposer d'une autonomie de décision vis-à-vis de leurs propriétaires, et tenir une comptabilité complète pour décrire leurs activités. Ce secteur est décomposé en deux sous-secteurs en fonction du pouvoir qui les contrôle :

- Sociétés non financières privées, c'est-à-dire celles qui ne sont pas contrôlées par les pouvoirs publics.



- Sociétés non financières publiques (ONCF, OCP, ONE, etc.) ; c'est-à-dire les entreprises non financières contrôlées par les administrations publiques. Par contrôle, on entend le pouvoir de déterminer la politique générale d'une société et de choisir ses administrateurs en cas de besoin.

Les ISBL qui produisent des biens ou des services vendus à des prix significatifs, et celles créées par les entreprises afin de servir leurs propres intérêts (organisations patronales, associations professionnelles) sont classées en sociétés non financières.

La délimitation du secteur des sociétés non financières est facilitée par la disponibilité d'un système statistique d'entreprises, en particulier les données fiscales.

## 2. Les sociétés financières

Le secteur des sociétés financières regroupe les unités institutionnelles résidentes dont la fonction principale est « l'intermédiation financière » ou l'exercice des activités auxiliaires.

● L'intermédiation financière consiste à canaliser les moyens financiers entre les unités institutionnelles

disposant de capacité de financement (et disposées à l'utiliser) et les autres qui ont un besoin de financement, et sont en quête de fonds.

Le secteur des sociétés financières est constitué des sous-secteurs suivants :

- Bank Al Maghrib. Plusieurs missions lui sont dévolues, dont principalement la conduite de la politique monétaire, le contrôle des établissements de crédit, l'émission des billets de banque et des pièces de monnaie, la gestion des réserves publiques de change, etc.

- Les établissements de crédit et assimilés. Ce sont :

- Les banques (BCP, BMCE, etc.) ;

- Les sociétés de financement, qui ne peuvent recevoir du public des fonds et financent leurs opérations de crédit en recourant, pour l'essentiel, au marché interbancaire. Se trouvent incluses dans ce sous-secteur les sociétés de crédit à la consommation, les sociétés de crédit bail, etc.

- Autres intermédiaires financiers, dont notamment les Organismes de Placement Collectif en Valeurs mobilières (OPCVM). Ces organismes ont pour fonction la gestion de portefeuilles de valeurs mobilières.



Deux types d'OPCVM sont à distinguer : les Sociétés d'investissement à capital variable (SICAV) et les Fonds communs de placement (FCP). Les SICAV sont dotées de la personnalité morale. Ce sont des sociétés anonymes qui gèrent des portefeuilles de valeurs mobilières pour le compte des épargnants qui sont les actionnaires de ces sociétés. Le capital des SICAV varie car les souscripteurs (les actionnaires) peuvent entrer et sortir librement (exemple : la SICAV Avenir Performance créée en 1995 et dont le dépositaire est la Banque commerciale du Maroc).

Par contre, les FCP, n'ayant pas de personnalité morale, sont des copropriétés de valeurs mobilières et de liquidités. La copropriété est composée de parts attribuées aux souscripteurs en proportion des sommes versées (exemple : le FCP Al Istitmar Echaabi).

- Les sociétés d'assurance et organismes de retraite. Il s'agit des unités institutionnelles dont la fonction principale consiste en la "mutualisation" du risque ; c'est-à-dire transformer les risques individuels en risques collectifs, en garantissant le paiement d'une indemnisation ou d'une

prestation en cas de réalisation du risque. Leurs ressources principales sont constituées par des primes contractuelles ou des cotisations volontaires. De plus les produits qu'elles retirent du placement des sommes gardées en réserves constituent une part croissante de leurs ressources. Il faut noter que l'adhésion revêt ici un caractère volontaire contrairement au régime de la sécurité sociale relevant des administrations publiques.

### 3. Les administrations publiques

Il s'agit des unités institutionnelles dont la fonction économique principale consiste à produire des services non marchands destinés à la consommation individuelle et collective ou à accomplir des opérations de redistribution du revenu et de la richesse nationale. Leurs ressources principales proviennent de prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales).

Sont regroupés dans ce secteur : l'administration centrale (l'Etat et les établissements publics à compétence spécialisée), les administrations locales (collectivités locales et divers établissements publics émanant de l'administration locale) et les administrations de sécurité sociale (Caisse Nationale de Sécurité Sociale, par



exemple). Ces dernières ont pour activité principale de fournir des prestations sociales obligatoires.

#### 4. Les ménages (y compris les entreprises individuelles)

Les ménages sont des personnes ou des groupes de personnes qui partagent le même domicile et mettent en commun une partie ou la totalité de leurs ressources. Leur fonction principale est la consommation et, éventuellement, la production si celle-ci est organisée dans le cadre des entreprises individuelles et sociétés de personnes (artisans, commerçants, professions libérales).

Leurs ressources principales proviennent de la rémunération des facteurs et des transferts en provenance d'autres secteurs institutionnels ou du Reste du monde (ou éventuellement, de la vente des biens et services produits s'il s'agit d'entrepreneurs individuels).

L'inclusion des entreprises individuelles dans le secteur des ménages tient au fait que les opérations professionnelles qu'elles effectuent sont indissociables des activités domestiques de leurs propriétaires. Autrement dit, elles ne jouissent pas d'une personnalité juridique autonome. La comptabilité nationale classe donc les entrepreneurs individuels dans les ménages, mais fait

apparaître distinctement leurs opérations dans les comptes des ménages.

Les entreprises individuelles échappent dans la majorité des cas à l'observation statistique et, en grande partie, à l'enregistrement administratif ou fiscal. Elles peuvent, par conséquent, être assimilées en grande partie à l'économie informelle, qui constitue une composante fondamentale de l'économie marocaine.

#### 5. Les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBL<sub>SM</sub>)

Ce secteur regroupe l'ensemble des organismes privés sans but lucratif produisant des services non marchands au profit des ménages (partis politiques, syndicats, associations, etc.). Ces organismes sont dotés de la personnalité juridique. Leurs ressources proviennent pour l'essentiel des contributions volontaires des ménages et des versements des administrations publiques.

#### 6. Le reste du monde

Ce n'est pas à proprement parler un secteur institutionnel mais un regroupement de l'ensemble des opérations des unités résidentes avec les unités non-résidentes.



## II. Les opérations économiques

Les agents économiques que nous venons de présenter exercent une activité économique. Celle-ci peut être décrite selon le schéma suivant : l'activité de production génère des revenus qui sont distribués aux facteurs de production (répartition primaire) et redistribués, à travers certains mécanismes, entre les agents économiques (répartition secondaire) pour aboutir à la formation de leurs revenus disponibles. Ces revenus sont affectés à certaines utilisations et à l'épargne. La différence entre les ressources et les utilisations laisse apparaître un besoin (ou une capacité) de financement, que les agents cherchent à satisfaire ou à placer. Ce schéma théorique sous-jacent au système de comptabilité nationale montre que l'activité économique peut être décomposée en 3 catégories d'opérations : les opérations sur biens et services, les opérations de répartition et les opérations financières.

### 1. Les opérations sur biens et services

Ces opérations retracent l'origine des biens et services (ressources) et leurs différentes utilisations (emplois).

Les ressources en biens et services sont la production et les importations.

-La production (P) est l'activité socialement organisée destinée à créer des biens (produits matériels) et des services (produits immatériels) habituellement échangés sur le marché et/ou obtenus à l'aide de facteurs de production s'échangeant sur le marché. Elle se décompose en production marchande et production non marchande :

➤ La production marchande. C'est la production qui s'échange ou est susceptible de s'échanger sur un marché, à un prix qui couvre au moins les coûts de production. Elle inclut tous les biens (considérés conventionnellement comme marchands), et les services dont le prix est au moins égal à la moitié de leur coût de production.

L'évaluation de la production marchande se fait en général au *prix de base*. Celui-ci s'obtient en soustrayant du prix de marché (départ usine) les impôts sur les produits nets de subventions ; autrement dit, ce prix correspond au prix de la production avant que les impôts sur produits ne soient ajoutés et que les subventions sur produits ne soient déduites. Quand il n'y a pas d'échange, l'évaluation se réfère au prix de base des produits similaires vendus sur



le marché. Tel est le cas des loyers fictifs (utilisés pour évaluer les services de logement produits par les ménages propriétaires du logement qu'ils occupent) estimés par référence aux loyers réels sur le marché. Dans certains cas, des modes d'évaluation spécifiques sont adoptés :

- Les services produits par la branche commerce sont évalués par les marges commerciales, c'est-à-dire la différence entre le prix de vente et le prix d'acquisition des marchandises ;

- La production imputée de services bancaires, correspondant aux services rendus par les institutions de crédit dans la fonction d'intermédiation financière, est mesurée conventionnellement par l'écart existant entre les intérêts reçus et les intérêts versés. Dès lors que cette production est difficile à ventiler entre les secteurs institutionnels, on considère qu'elle est intégralement destinée à une unité fictive, qui la consomme à titre de consommation intermédiaire. La valeur de cette production est retranchée de la valeur ajoutée totale<sup>1</sup>.

- La production des entreprises d'assurance dommages est évaluée par la différence entre le montant

des primes brutes acquises et le montant des indemnités servies pour sinistres.

► *La production non marchande.* Il s'agit des services non marchands (défense nationale, police, éducation, éclairage public, etc.) fournis par les administrations publiques et les ISBL<sub>SM</sub> à la collectivité ou à des groupes de ménages, à titre gratuit ou quasi-gratuit. La production non marchande, n'ayant pas de prix de marché, est évaluée conventionnellement par les coûts de production (consommation intermédiaire + rémunération des salariés + consommation de capital fixe + impôts liés à la production).

- Les importations (M) représentent la valeur des biens et services achetés par les agents résidents aux agents non-résidents. Elles sont évaluées CAF (coût, assurance, fret) : c'est le prix à la frontière marocaine, incluant tous les frais (transport, assurance) nécessaires à l'acheminement des biens importés depuis l'étranger.

Les emplois en produits sont :

- La consommation intermédiaire (CI). C'est la valeur des biens et services marchands qui sont détruits dans le processus courant de production en vue de créer d'autres

<sup>1</sup> Pour la notion de valeur ajoutée, voir la section III de ce chapitre.



biens et services. Elle concerne donc les produits dont la durée de vie est inférieure à un an et, de ce fait, ne comprend pas la consommation de capital fixe (amortissement).

- La **consommation finale (CF)**. Elle correspond aux dépenses consacrées par les unités institutionnelles à l'acquisition des biens et services utilisés pour la satisfaction directe des besoins, tant individuels que collectifs. Outre les dépenses de consommation finale des ménages, l'on comptabilise une consommation finale des administrations publiques et des ISBL<sub>SM</sub>. En effet, comme les services non marchands produits par les administrations publiques sont, pour l'essentiel, des services indivisibles (défense, ramassage des ordures, sécurité, etc.) dont l'imputation entre divers utilisateurs est très difficile, on pose conventionnellement que les administrations utilisent à titre de consommation finale l'intégralité de leur production. Nous avons donc :

$$CF_{\text{totale}} = CF_{\text{Ménages}} + CF_{\text{Ad Pub}} + CF_{\text{ISBL/SM}}$$

Il importe de préciser que les paiements partiels, acquittés par les ménages pour accéder à certains services

non marchands, sont intégrés dans leur consommation finale.

Par ailleurs, la nouvelle version du SCN introduit la notion de *consommation finale effective (CFE)* qui recouvre l'ensemble des biens et services effectivement consommés par le secteur concerné. Ainsi, la CFE des ménages recouvre-t-elle l'ensemble des produits dont disposent individuellement les ménages, y compris les transferts sociaux en nature issus des administrations publiques et des ISBL<sub>SM</sub>.

$$CFE_{\text{Ménages}} = CF_{\text{Ménages}} + \text{transferts sociaux en nature issus des Ad Pub et des ISBL}_{\text{SM}}$$

- L'**investissement (I)**. IL comprend, on l'a vu, deux éléments : la formation brute du capital fixe (FBCF), c'est-à-dire l'achat de biens d'équipement ou de bâtiments par les entreprises et l'acquisition de logements neufs (et les grosses réparations de logements anciens) par les ménages, ainsi que la variation des stocks ( $\Delta S$  = entrées en stocks-sorties de stocks).

Les acquisitions de terrains, d'actifs incorporels et d'actifs financiers ne font pas partie de l'investissement.

- Les **exportations (X)**. Elles représentent les ventes de biens et services aux agents non-résidents réalisées par les



agents résidents. Elles sont évaluées FAB (franco à bord), c'est-à-dire aux prix des biens exportés augmentés des frais d'acheminement jusqu'à la frontière marocaine.

Les opérations que nous venons de présenter succinctement définissent un équilibre fondamental sur le marché des biens et services, entre les ressources et les emplois.

$$P + M = CI + CF + I + X$$

Cette égalité n'est autre que l'identité macroéconomique fondamentale précédemment extraite à partir du circuit économique.

Remarquons, encore une fois, que cette identité traduit un simple équilibre comptable, qui n'est réalisé que parce que I comprend, outre l'investissement en capital fixe, le poste « variation des stocks » qui s'apparente à un solde. Celui-ci permet certes de compenser la différence entre les ressources et les emplois, mais peut très bien occulter un déséquilibre économique. Ainsi, par exemple, si les emplois sont inférieurs aux ressources, on considère en quelque sorte que les entreprises achètent à elles-mêmes leurs stocks invendus. L'équilibre comptable réalisé occulte donc un déséquilibre économique.

## 2. Les opérations de répartition

Les opérations de répartition décrivent la formation et la circulation des revenus issus du processus de production (revenus primaires), ainsi que la redistribution de ces revenus (répartition secondaire). L'on obtient *in fine* le revenu disponible, c'est-à-dire le revenu dont un agent ou un secteur institutionnel peut disposer librement pour la consommation ou l'épargne. Nous présentons ci-dessous les grands postes de la nomenclature des opérations de répartition.

1 - Rémunération des salariés. Elle représente le coût du facteur travail et comprend toutes les formes de rémunération directe (c'est-à-dire les sommes que les salariés reçoivent, en espèces ou en nature, avant déduction de la part des cotisations sociales à leur charge et des prélèvements fiscaux à la source.) et indirecte (cotisations sociales à la charge des employeurs). L'ensemble des rémunérations est perçu par les ménages, qui sont tenus de reverser toutes les cotisations (y compris celles dites à "la charge des employeurs") à la Sécurité sociale.



2 - **Impôts liés à la production et à l'importation.** Il s'agit de prélèvements obligatoires effectués par les administrations publiques, à l'occasion de la production ou des importations des biens et services, ou de l'utilisation des facteurs de production (TVA grevant les produits, droits de douane, etc.).

3 - **Subventions d'exploitation.** Ce sont des transferts courants accordés par les administrations publiques aux unités productives dans le but d'alléger leurs charges d'exploitation. De ce fait, elles peuvent être considérées comme des impôts liés à la production négatifs.

- **Revenus de la propriété et de l'entreprise.** Ce sont les revenus reçus par un propriétaire d'actifs (financiers ou non financiers) non produits, en échange de leur mise à disposition d'une autre unité institutionnelle (intérêts, dividendes, loyers de la terre, etc.). La location d'actifs produits relève en revanche de la production ; tel est le cas du loyer réel ou fictif d'un logement, qui représente le paiement d'un service produit et non un revenu de la propriété.

- **Autres transferts courants.** Un transfert est une opération ne donnant lieu à aucune contrepartie. Les impôts courants

sur le revenu et le patrimoine ainsi que les cotisations et prestations sociales en sont des exemples. Ils relèvent des opérations de redistribution, qui prennent naissance à partir des revenus primaires.

- **Transferts en capital.** Cette catégorie comprend essentiellement les aides à l'investissement destinées à financer les opérations de formation brute de capital fixe et les impôts en capital sur le patrimoine ou sa mutation (droits d'enregistrement, notamment). Ces transferts constituent des opérations de répartition de l'épargne (ou du patrimoine) et non du revenu.

### 3. Les opérations financières

Ces opérations concernent la création et la circulation des moyens de paiement indispensables à une économie moderne. Elles retracent les variations des créances et des dettes des différents secteurs institutionnels. De telles opérations peuvent être la contrepartie des opérations sur produits et opérations de répartition (transfert d'un moyen de paiement ou naissance d'un crédit) ou être effectuées en contrepartie d'autres opérations financières (achat d'actions par remise de chèque, par exemple). Pour décrire ces opérations, les comptes nationaux adoptent une



nomenclature qui distingue les instruments de paiement, les instruments de placement et les instruments de financement.

- **Les instruments de paiement.** Ils recouvrent tous les moyens de paiement liquides, c'est-à-dire pouvant servir immédiatement au règlement des transactions, utilisables tant au niveau international que national. Il s'agit de l'or, des devises, des Droits de Tirages Spéciaux (DTS) dont notre pays dispose auprès du Fonds monétaire international (FMI), etc. ainsi que des moyens de règlement en dirhams (billets, pièces, dépôts à vue transférables en monnaie nationale, etc.).

En règle générale, la monnaie est considérée par la comptabilité nationale comme une créance pour celui qui la détient et une dette pour la partie qui l'a émise.

- **Les instruments de placement.** Ils regroupent tous les instruments destinés à collecter l'épargne nationale. Sont regroupés dans cette catégorie les dépôts dits non monétaires (livrets de caisse d'épargne, par exemple), les titres à court terme (bons de trésor dont l'échéance est inférieure à une année), les obligations (titres représentatifs d'un emprunt à long terme, donnant droit à

un intérêt annuel), les actions (titres représentatifs d'un droit de propriété partiel sur le capital d'une entreprise, ouvrant droit à la perception de dividendes).

- **Les instruments de financement.** Il s'agit des créances nées d'un contrat de crédit conclu entre créancier et débiteur. Ces instruments se distinguent par leur durée : crédits à court terme (d'une durée inférieure ou égale à deux ans) destinés à financer les besoins de trésorerie, crédits à moyen (échéance de deux à cinq ans) et long terme (au-delà de cinq ans) destinés en principe à financer les investissements des entreprises.

En outre, les réserves techniques d'assurance, constituées par les primes mises en réserve par les compagnies d'assurance en vue de garantir les versements éventuels des indemnités aux assurés, sont considérées comme des dettes de ces compagnies et des créances de leurs clients.

### III. Les comptes de secteurs institutionnels

Les comptes des secteurs institutionnels ont pour objet de décrire les différentes opérations liées à la vie économique de chacun de ces secteurs. Il s'agit en fait d'une séquence de comptes successifs et articulés par des



### Section III : Les grandeurs de la macroéconomie

La comptabilité nationale rend possible l'élaboration et la mesure des grandeurs macroéconomiques. Ces grandeurs, dites agrégats, sont utiles pour l'évaluation des performances économiques des économies nationales, et les comparaisons temporelles et internationales (I). Il est également possible d'établir un tableau de bord de l'économie nationale à partir des ratios (II). L'usage des grandeurs macroéconomiques requiert cependant de les corriger des effets de l'inflation (III) et d'en examiner la pertinence (IV).

#### I. Les agrégats

Les agrégats sont des grandeurs synthétiques qui mesurent le résultat de l'activité économique de l'ensemble de l'économie. Ils permettent de rendre compte de la circulation des flux à travers les trois optiques du circuit économique : production, revenu et dépense. Ces trois optiques, bien que différentes, aboutissent à des résultats identiques. Ceux-ci permettent de mettre en évidence l'existence d'une correspondance entre équilibre interne et équilibre externe.

#### 1. L'optique de la production

Bien que l'agrégat le plus représentatif de la production créée soit le Produit Intérieur Brut (PIB), l'on utilise souvent, pour effectuer des comparaisons entre pays, le Produit National Brut (PNB).

##### 1.1. Le Produit intérieur brut (PIB)

C'est l'agrégat le plus utilisé. Il mesure la valeur de l'ensemble des biens et services finals produits par les unités résidentes sur le territoire économique d'un pays durant une période donnée (une année en général). Examinons chacun des éléments de cette définition.

« la valeur.... ». Pour additionner des biens (et des services), l'on utilise les prix qui reflètent la valeur des biens.

« ...de l'ensemble.. ». Le PIB inclut, en principe, tous les biens et services produits dans l'économie. Il existe en revanche quelques produits qui se trouvent exclus du PIB. Il en est ainsi des produits illicites (drogues, par exemple), des tâches ménagères, etc.

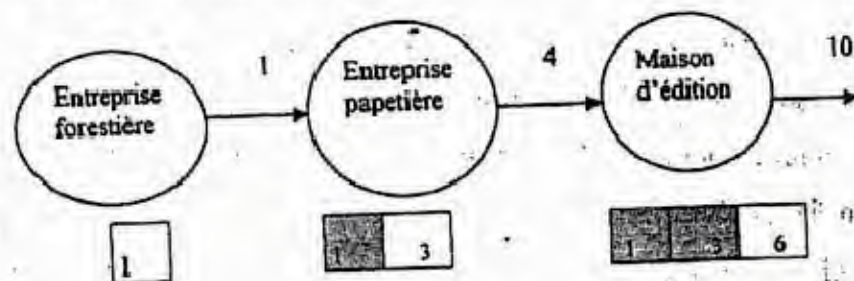
« ...finals.... ». Le PIB ne prend en compte que les produits finals, car la valeur des produits intermédiaires est



déjà incluse dans celle du produit final. Afin d'éviter la double comptabilisation, on se sert de la notion de *valeur ajoutée*. L'exemple suivant offre une illustration de cette notion.

Supposons que l'économie soit constituée de trois entreprises.

- L'entreprise 1 produit du bois et le vend à 1 million de DH.
- L'entreprise 2 produit du papier. Sa consommation intermédiaire (achat de bois produit par l'entreprise 1) étant de 1 million de DH, et la valeur de sa production est de 4 millions de DH.
- L'entreprise 3, une maison d'édition, achète tout le papier produit par l'entreprise 2 et l'utilise pour la fabrication des livres, dont la vente rapporte 10 millions de DH.



Quel est le PIB de cette économie ? L'évaluer à 15 millions de DH, somme des valeurs de tous les biens

produits, conduit à surestimer la valeur des biens réellement produits par l'économie. En effet, si l'on ajoutait la valeur du bois à celle du papier et des livres, la valeur du bois serait comptée trois fois et celle du papier deux fois. Afin d'éviter ce problème de double (et triple, dans l'exemple) comptabilisation, l'on utilise la notion de *valeur ajoutée* (VA). Celle-ci constitue la véritable mesure de la contribution de chaque entreprise à la production totale. Il s'ensuit donc que :

$$\text{PIB} = \sum \text{Valeurs Ajoutées}$$

$$= \text{VA}(\text{entreprise 1}) + \text{VA}(\text{entreprise 2}) + \text{VA}(\text{entreprise 3})$$

$$= [1 - 0] + [4 - 1] + [10 - 4] = 10$$

• Ou encore :

PIB = valeur de la production totale — somme des consommations intermédiaires, soit :

$$\text{PIB} = 15 - 5 = 10 = \text{valeur des produits finals} = \text{somme des VA}$$

On peut considérer cet exemple différemment. Supposons que les trois entreprises fusionnent, de sorte que la vente du bois et celle du papier deviennent internes à la nouvelle entreprise constituée et ne soient plus comptabilisées. La VA de cette entité devient alors 10 (car



elle n'effectue aucun achat), soit la valeur des produits finals.

«...produits...». Le PIB ne mesure que la valeur des biens et services qui viennent d'être produits. Les transactions sur des biens et services produits dans le passé ne sont pas prises en compte.

«...par les unités résidentes...». Le PIB mesure la production réalisée à l'intérieur du territoire économique national, quelle que soit la nationalité du producteur. Autrement dit, il s'agit de la valeur des biens et services produits par les unités résidentes.

«...durant une période...». Le PIB mesure la valeur des biens et services produits durant une période de temps donnée, en général une année. Le choix de l'année comme cadre temporel ne permet pas de tenir compte des variations saisonnières infra-annuelles.

La distinction précédemment établie entre production marchande et production non marchande conduit à distinguer un PIB marchand et un PIB non marchand.

$$\text{PIB} = \text{PIB marchand} + \text{PIB non marchand}$$

Au Maroc, le PIB marchand s'évalua, en 2001, à 324 759,0 millions de dirhams. Le PIB non marchand à 58 138,0

millions. En conséquence, le PIB (aux prix courants) était de 382 897,0 millions de dirhams.

Le PIB, et les agrégats en général, peut être calculé :

- Au prix du marché ou au coût des facteurs, en tenant compte ou non des impôts indirects nets de subventions (II - Sub).

$$\text{PIB}_{cf} = \text{PIB}_{pm} - (\text{II} - \text{Sub})$$

- Brut ou net, en tenant compte ou non de la consommation de capital fixe (ou amortissement).

$$\text{PIN} = \text{PIB} - \text{CCF}$$

Enfin, le PIB est utilisé pour mesurer la croissance de l'économie en calculant le taux de variation annuel du PIB<sup>1</sup>.

### 1.2. Le Produit National Brut (PNB)

Le PNB est généralement utilisé dans les comparaisons internationales. Il mesure la production (ou le revenu total que cette production génère) réalisée par les facteurs de production résidents, que ceux-ci soient ou non présents sur le territoire économique.

<sup>1</sup> Soient  $Y_t$  le PIB de l'année  $t$  et  $Y_{t-1}$  celui de l'année  $t-1$ , le taux de croissance pour l'année  $t$  est :

$$\frac{Y_t - Y_{t-1}}{Y_{t-1}} \times 100$$



En effet, dans une économie ouverte, une partie des revenus issus du produit intérieur peut être perçue par des non résidents et, inversement, une partie du revenu intérieur peut provenir du reste du monde. Pour obtenir le PNB, il faut donc ajouter au PIB les revenus des facteurs reçus du reste du monde et en soustraire les revenus de même nature versés au reste du monde.

$$\text{PNB} = \text{PIB} + \text{revenus de facteurs reçus du RDM} - \text{revenus de facteurs versés au RDM}$$

Ou encore :

$$\text{PNB} = \text{PIB} + \text{revenus du travail, de la propriété et de l'entreprise reçus du RDM nets des revenus de même nature versés au RDM}$$

Les deux agrégats (PNB et PIB) sont du même ordre de grandeur dans les pays développés. Par contre, la différence peut être sensible pour les pays en développement à cause notamment des flux migratoires et du rapatriement des bénéfices réalisés par les nombreuses firmes multinationales qui y sont implantées. Le cas du Maroc permet d'illustrer cet écart entre le PNB et le PIB.

Tableau n°2 : du PIB au PNB (aux prix courants)

	En millions de dirhams		
	1999	2000	2001
PIB aux prix courants	345 593,6	354 067,9	382 897,0
Revenus du travail, de la propriété et de l'entreprise reçus du RDM	3 615,6	3 344,8	5 583,5
Revenus du travail, de la propriété Et de l'entreprise versés au RDM	11 492,2	12 147,6	13 084,0
PNB	337 717,0	345 265,1	375 396,5

SOURCE : Direction de la Statistique, *Comptes et agrégats de la nation 2001*, Rabat, 2002, p.28.

Ces données montrent que le PNB est nettement inférieur au PIB : l'écart atteint, en 2000, plus de 8,8 milliards de dirhams. De plus, le PNB a progressé de 8,7% en 2001 grâce essentiellement à la forte hausse réalisée par les revenus du travail, de la propriété et de l'entreprise reçus du reste du monde (66,9%).

## 2. L'optique du revenu

L'opération de production crée une valeur ajoutée qui donne naissance à un montant de revenus strictement équivalent. Deux agrégats peuvent être appréhendés à cet égard : le revenu national et le revenu national disponible brut.



## 2.1. Le Revenu National (RN)

Le revenu national représente la somme des revenus perçus par les résidents en contrepartie de leur participation à la production. Ces revenus correspondent à la rémunération du travail sous forme de salaires, de la propriété sous forme d'intérêts et de l'entreprise sous forme de profits. Le revenu national peut donc être évalué directement à partir de ses composantes :

$$RN = \text{Salaires} + \text{Intérêts} + \text{profits}$$

Le revenu national peut aussi être évalué indirectement à partir du produit. Ce passage du produit au revenu demande à être précisé. D'abord, puisqu'il s'agit du revenu « national », l'agrégat de production à prendre en compte est le PNB et non pas le PIB. En outre, l'on doit mesurer la production à un niveau particulier d'évaluation, qui correspond aux rémunérations des facteurs de production (ou coûts des facteurs). Le RN ne comprend donc pas les coûts de production non liés à des facteurs de production, tels que la consommation du capital fixe ou amortissement, ni les impôts indirects nets de subventions, qui ne

constituent pas non plus un revenu des facteurs de production.

Il s'ensuit donc que le RN correspond au Produit National Net aux coûts des facteurs (PNNcf). En effet, le PNB comporte deux composantes : la première représente la part de la production consacrée à la rémunération des facteurs de production ; la deuxième correspond à la consommation de capital fixe (C.C.F) et aux impôts indirects nets de subventions.

$$PNB_{pm} = \Sigma \text{revenus des facteurs} + C.C.F + (II - Sub)$$

Si on retranche la C.C.F du PNBpm, on obtient le PNNpm

$$PNN_{pm} = \Sigma \text{revenus des facteurs} + (II - Sub)$$

En déduisant les impôts indirects nets de subventions (II - Sub) du PNNpm, on obtient le PNNcf.

$$PNN_{pm} - (II - Sub) = PNN_{cf} = \Sigma \text{revenus des facteurs} = RN$$

D'où l'identité :

$$RN = PNN_{cf}$$

## 2.2. Le Revenu National Disponible Brut (RNDB)

Outre les mouvements de revenus des facteurs de production, il existe d'autres transferts courants entre les agents résidents et le RDM : impôts liés à la production et à l'importation, subventions d'exploitation, aide publique au



développement, etc. De ce fait, le revenu national disponible *in fine* (RNDB) pour la consommation finale et l'épargne peut être différent du revenu national précédemment défini. Le RNDB s'obtient en ajoutant au revenu national brut (RNBpm) les transferts courants reçus du RDM, nets des transferts courants versés au RDM :

$$\text{RNDB} = \text{RNB}_{\text{pm}} + R_{\text{tr}} - R_{\text{rv}}$$

Le revenu national étant égal au produit national brut, d'où :

$$\text{RNDB} = \text{PNB}_{\text{pm}} + R_{\text{tr}} - R_{\text{rv}}$$

Cet agrégat est évalué au prix de marché parce qu'il est justement disponible pour financer les dépenses de consommation finale et d'épargne, lesquelles sont acquittées aux prix de marché.

Au Maroc, les transferts courants des marocains résidents à l'étranger contribuent amplement aux transferts courants reçus du RDM. Ceux-ci sont nettement plus élevés que les transferts courants versés au RDM, ce qui conduit à un RNDB plus substantiel que le RNB. C'est ce que montre le tableau suivant :

Tableau n°3 : Revenu National Disponible Brut (aux prix courants)

	En millions de dirhams		
	1999	2000	2001
RNB	337 717,0	345 265,1	375 396,5
Transferts courants reçus du RDM	22 060,3	27 034,6	41 628,5
Transferts courants versés au RDM	940,6	1 250,7	1 360,8
RNDB	358 836,7	371 049,0	415 664,2

Source, Direction de la Statistique, op.cit,p.28.

Le RNB est donc nettement inférieur au RNDB. Par ailleurs, celui-ci s'est accru de 12% en atteignant 415,7 milliards de dirhams en 2001 contre 371,1 milliards en 2000.

### 3. L'optique de la dépense

Les agrégats évalués dans l'optique dépense viennent boucler le circuit économique. En effet et comme indiqué précédemment, le revenu est d'abord produit sous forme de biens et services, puis réparti sous forme de revenus (de facteurs et de transferts), et enfin dépensé en vue d'acquérir des biens et services.

Ces agrégats correspondent à l'ensemble des emplois finals des biens et services. Ils se ramènent principalement à la demande finale et à la Dépense Nationale Brute.



### 3.1. La demande finale

C'est l'ensemble des emplois finals du PIB. Elle se déduit de l'identité des ressources et des emplois sur le marché des biens et services (ou encore l'équilibre entre l'offre et la demande globales) :

$$PIB + M = C + FBCF + \Delta S + X$$

Les ressources du marché des biens et services, on l'a vu, comprennent en plus du produit intérieur, les importations (M). Les biens et services disponibles sur le marché seront utilisés à la consommation finale (C) ou à la formation du capital fixe (FBCF) ou encore aux exportations (X) ; les biens inutilisés seront stockés pour un usage éventuel ( $\Delta S$ ). Comme nous l'avons expliqué précédemment, la formation de capital fixe et la variation des stocks constituent l'investissement (I).

L'identité ressources-emplois peut donc s'écrire :

$$PIB + M = C + I + X$$

$$PIB = (C + I) + (X - M) = \text{Demande finale}^2$$

Deux composantes significatives peuvent être isolées dans la demande finale : (C + I) qui représente la demande

<sup>2</sup> Rappelons que l'on peut isoler, parmi les emplois, les dépenses publiques en biens et services, que l'on désigne par G. L'équilibre ressources-emplois devient alors :  $PIB = (C + I + G) + (X - M)$ .

intérieure et (X - M) qui représente la demande étrangère nette ou solde de la balance commerciale.

$$PIB = DIB + \text{Solde de la balance commerciale}$$

Ce qui est équivalent à :

$$PIB - DIB = \text{Solde de la balance commerciale}$$

Cela met en évidence la correspondance qui existe entre l'équilibre interne et externe des opérations sur biens et services. Une demande intérieure supérieure au produit n'est possible que si les achats à l'étranger sont supérieurs aux ventes réalisées à l'étranger : la balance commerciale est déficitaire.

$PIB < DIB$  implique balance commerciale déficitaire  $X < M$

Inversement, si le produit est supérieur à la demande intérieure, cela indique que la balance commerciale est excédentaire.

$PIB > DIB$  : balance commerciale excédentaire  $X > M$

Concrètement, l'identité macroéconomique fondamentale, représentant l'équilibre sur le marché des biens et services dans l'économie marocaine, peut s'illustrer ainsi :



Tableau n°4 : Equilibre des opérations sur biens et services et emplois du PIB  
(aux prix courants)

	En millions de DH			Evolution en %	
	1999	2000	2001	00/99	01/00
PIB	345 593,6	354 067,9	382 897,0	2,5	8,1
Importations (M)	95 109,7	111 129,0	115 554,2	16,8	4,0
Total des ressources	440 703,3	465 196,9	498 451,2	5,6	7,1
Consommation finale (C)	295 240,6	309 653,0	334 453,6	4,9	8,0
Dont					
- Administrations publiques	66 146,0	67 689,2	74 618,5	2,3	10,2
- Ménages	229 094,6	241 963,8	259 835,1	5,6	7,4
Investissement (I)	79 911,7	83 683,6	87 395,5	4,7	4,4
Dont					
- FBCF	81 895,9	85 312,1	85 264,1	4,2	-0,1
- Variation des stocks	-1 984,2	-1 628,5	2 131,4		
Exportations (X)	65 551,1	71 860,3	76 602,1	9,6	6,6
Total des ressources	440 703,3	465 196,9	498 451,2	5,6	7,1

Source : Direction de la Statistique.

L'identité macroéconomique se vérifie bien, soit en 2001 par exemple :

$$382\,897,0 \equiv 334\,453,6 + 87\,395,5 + (76\,602,1 - 115\,554,2)$$

$$Y \equiv C + I + X - M$$

### 3.2. La Dépense Nationale Brute (DNB)

Elle représente l'ensemble des emplois finals des biens et services effectués par les résidents. La DNB peut être supérieure ou inférieure au PNB ; la différence est comblée par le solde de la balance commerciale et celui des revenus extérieurs.

$$\text{PNB} = \text{DNB} + (X - M) + (R_r - R_v)$$

Ou encore :

$$\text{PNB} - \text{DNB} = (X - M) + (R_r - R_v)$$

### 4. Capacité ou besoin du financement de la nation

Les liens qui s'établissent entre la nation et le reste du monde ne se nouent pas uniquement à partir des échanges de biens et services. Ils concernent aussi les mouvements de revenus (de facteurs et des transferts courants).

Il a été indiqué précédemment qu'en économie ouverte, le revenu national brut disponible (RNBD) destiné à financer les dépenses de consommation et la formation de l'épargne, comprend le PIB et les revenus nets reçus du RDM. Il s'agit, rappelons-le, des revenus des facteurs et des transferts courants.

$$\text{RNBD} = \text{PIB} + (R_r - R_v) + (R_{lr} - R_{lv})$$

En posant  $R = \text{RNBD}$ ,  $\text{PIB} = Y$  et  $\text{RN}_{\text{RDM}} = (R_r - R_v) + (R_{lr} - R_{lv})$ , on obtient :

$$R = Y + \text{RN}_{\text{RDM}}$$

$$R - C = Y + \text{RN}_{\text{RDM}} - C = S$$

$$\text{Or, } Y = C + I + (X - M), \text{ d'où :}$$

$$S = C + I + (X - M) + \text{RN}_{\text{RDM}} - C$$

S représente l'épargne

ou encore :

$$S - I = (X - M) + \text{RN}_{\text{RDM}}$$

(1)

Dans cette identité, (S-I) représente la capacité ou le besoin de financement de la nation. Le terme  $(X - M) + \text{RN}_{\text{RDM}}$



correspond, quant à lui, à la *balance des transactions courantes*, qui décrit les mouvements de revenus et des transferts courants avec l'étranger.

Une certaine correspondance peut être établie entre les deux termes. Ainsi si  $(S - I) > 0$ , cela implique que la nation dispose d'une *capacité de financement* qu'elle pourrait mettre à la disposition du reste du monde (sous forme de prêts et/ou de placements à l'étranger), qui, lui, a un *besoin de financement*. Inversement, si  $(S - I) < 0$ , cela indique que la nation a un *besoin de financement*, qu'elle ne peut combler qu'en ayant recours à la *capacité de financement* du reste du monde.

L'identité (1) peut être illustrée au Maroc, grâce aux données des comptes de la nation.

Tableau n° 5: Capacité ou besoin de financement du Maroc et du RDM(2001)( en millions de DH)

Exportations ( X )	105 434,5
Importations ( M )	119 559,8
Solde : X- M ( a )	-14 125,3
Solde des revenus (b)	-7 500,5
Solde des transferts (c)	40 267,7
Revenus nets de l'extérieur (b+c) (d)	32 767,2
Balance des transactions courantes [ (a)+ (d)] (e)	18 641,9
Epargne nationale brute (S)	106 037,4
Investissement ( I )	87 395,5
S- I (f)	18 641,9

Source: fait à partir de: Direction de la Statistique, *Comptes et agrégats de la nation*, op.cit.

Ce tableau montre que les soldes (e) et (f) sont identiques ; on vérifie donc l'identité :

$$106\,037,4 - 87\,395,5 = (105\,434,5 - 119\,559,8) + 32\,767,2 = 18\,641,9$$

$$S - I = (X - M) + RN_{RDM}$$

D'après ces données, le Maroc disposa, en 2001, d'une capacité de financement égale à 18 641,9, laquelle correspond à un besoin de financement équivalent du reste du monde. Toutefois, les comptes de la nation laissent apparaître une capacité de financement de 18 540,8. La différence vient des transferts nets en capital, qui modifient



l'épargne disponible. Celle-ci peut être obtenue en ajoutant ces transferts à l'épargne nationale, soit :

Epargne nationale brute	106 037,4
Transferts nets en capital reçus du RDM	- 101,1
Epargne brute disponible ( $S_D$ )	105 936,3
$S_D - I$	18 540,8

En calculant la différence (épargne disponible-investissement), on retrouve la capacité de financement totale, celle qui figure dans les comptes de la nation.



### III. Illusion et désillusion statique

L'évolution des agrégats (PIB, notamment) dans le temps peut être imputée soit à une variation de la production de biens et services soit à une variation des prix. Il est plus judicieux de distinguer les deux effets, pour évaluer la croissance réelle de l'économie.

Pour ce faire, l'on doit corriger les grandeurs économiques des effets de l'inflation, c'est-à-dire procéder à une déflation. L'inflation est une hausse soutenue du niveau général des prix et le taux de l'inflation est le taux de variation du niveau général des prix d'une période à l'autre. Les économistes utilisent en général deux mesures du niveau général des prix, le déflateur du PIB et l'indice des prix à la consommation.

#### 1. Le déflateur du PIB

Le déflateur du PIB de l'année  $t$ ,  $P_t$ , se définit comme le rapport entre le PIB nominal et le PIB réel de la même année. C'est donc un indice des prix.

$$P_t = \frac{\text{PIB nominal en } t}{\text{PIB réel en } t}$$

Le PIB nominal évalue la production aux prix de l'année courante, alors que le PIB réel, ou PIB à prix constants, la mesure aux prix d'une année précise, dite année de base.

Un exemple chiffré permettra d'illustrer le mode de calcul du déflateur du PIB (ou indice implicite des prix du PIB). Soit une économie fictive qui ne produit que deux biens, des tomates et des tapis. Le tableau suivant fait apparaître les quantités produites et les prix de vente pour les années 2002 et 2003.

Tableau n°7 : PIB nominal et PIB réel

Année	Tomates		Tapis		Valeur du produit	
	Prix (DH par unité)	Quantité	Prix	Quantité	en DH courants	en DH de 2002
2002	1	50	2	100	250	250
2003	2	60	3	105	435	270

En 2002, le PIB nominal est égal à 250 dirhams ( $1 \times 50 + 2 \times 100$ ). Il passe à 435 dirhams en 2003 ( $2 \times 60 + 3 \times 105$ ). Cette augmentation s'explique en partie par une augmentation de la production des deux biens et en partie par une augmentation des prix de vente. Le rapport



entre les valeurs, ou *indice de valeur*<sup>3</sup>, traduit cette variation du PIB.

$$I_{VA} = \frac{\sum P_{03} \cdot Q_{03}}{\sum P_{02} \cdot Q_{02}} = \frac{435}{250} = 1,74$$

Cette augmentation de 74% ne mesure pas la croissance réelle du produit entre 2002 et 2003, parce qu'elle ne tient pas compte de l'effet de la hausse des prix. Pour éliminer cette hausse, l'on doit mesurer la production à prix constants. Pour ce faire, il faut choisir une année de base. Ensuite, on utilisera les prix de cette année pour pondérer les productions des deux années. Prenons l'année 2002 comme année de base, on peut alors calculer l'*indice de volume* suivant :

$$I_{VO} = \frac{\sum P_{02} \cdot Q_{03}}{\sum P_{02} \cdot Q_{02}} = \frac{270}{250} = 1,08$$

Cet indice permet de connaître le taux de croissance du PIB entre 2002 et 2003, soit 8%. Celui-ci indique quelle

<sup>3</sup> En principe, les indices sont posés égaux à 100 pour l'année de base. Par commodité, ils seront exprimés ici sous forme de coefficients multiplicateurs. Pour retrouver la forme habituelle, il suffit de multiplier par 100.

aurait été la variation de la production si les prix étaient restés inchangés.

Inversement, si on désire savoir quelle a été la hausse des prix entre 2002 et 2003, on calculera un *indice des prix*, qui traduit la variation qu'aurait subie le PIB si seuls les prix étaient modifiés, les quantités produites restant inchangés.

$$I_P = \frac{\sum P_{03} \cdot Q_{03}}{\sum P_{02} \cdot Q_{03}} = \frac{435}{270} = 1,61$$

Cet indice ( $I_P$ ) n'est autre que le déflateur du PIB. Il prend la valeur 1 pour l'année de base, car le PIB nominal est égal au PIB réel (250/250). Le taux de variation de  $I_P$  mesure le taux d'inflation, soit ici 61%<sup>4</sup>.

## 2. L'indice des prix à la consommation

Si le déflateur du PIB mesure le niveau général des prix des biens et services finals produits dans l'économie nationale, l'indice des prix à la consommation (IPC), lui, porte sur les biens et services achetés par les consommateurs. La distinction entre ces deux indices tient à

<sup>4</sup> Remarquons que :  $I_{VA} = I_{VO} \times I_P$ , soit :  $1,74 = 1,08 \times 1,61$ .



deux raisons. D'une part, certains des biens achetés par les consommateurs ne sont pas produits sur place, mais plutôt importés de l'étranger; l'augmentation de leur prix apparaîtra dans l'IPC et pas dans le déflateur du PIB. D'autre part, certains des biens inclus dans le PIB ne sont pas vendus aux consommateurs mais aux entreprises, aux administrations publiques ou à l'étranger; les changements de leur prix apparaîtront dans le déflateur du PIB et pas dans l'IPC. Le taux de variation de l'IPC d'une période à l'autre mesure le taux d'inflation.

L'IPC rapporte le coût d'un panier typique des biens et services de chaque année au coût d'achat du même panier l'année de référence.

Au Maroc<sup>3</sup>, l'IPC dit *indice du coût de la vie* (base 100 : 1989) assure la continuité de l'ancien indice (base 100 : mai 1972-avril 1973). Le panier retenu pour le calcul de cet indice contient 385 articles représentant l'essentiel des produits consommés. Sa composition a été déterminée à partir des données provenant de l'enquête sur la

<sup>3</sup> Pour davantage de détails, se reporter aux publications annuelles suivantes :  
- Direction de la Statistique, *Indice du coût de la vie en milieu urbain*, Rabat.  
- Direction de la Statistique, *Annuaire statistique du Maroc*, Rabat.

consommation et les dépenses des ménages réalisée en 1984-85, et actualisées successivement en 1993 et 2002 sur la base des résultats des enquêtes sur le niveau de vie des ménages réalisées respectivement en 1990-91 et 1998-99. Les prix sont relevés à l'aide d'une enquête permanente dans 11 des principales villes du pays.

L'IPC et le déflateur du PIB évoluent de manière comparable, même si certaines divergences peuvent parfois apparaître, comme en témoignent les données suivantes relatives au Maroc.

Tableau n° 8: Evolution du déflateur du PIB et de l'IPC

	1999	2000	2001
Déflateur du PIB	0,5	1,5	1,6
Indice du coût de la vie	0,7	1,9	0,6

Source : Direction de la Statistique

Les taux d'inflation, mesurés par l'IPC et le déflateur du PIB, sont très similaires. En 2001, les deux indices diffèrent de 1%. Cette différenciation s'explique par le fait que les prix des produits destinés à la consommation finale ont, dans leur ensemble, varié moins vite que ceux des autres emplois du PIB.



## VI. Limites des grandeurs macroéconomiques

La comptabilité nationale fournit une représentation visant à simplifier la réalité économique. Il est donc normal qu'elle soit sujette à des critiques. En particulier, les agrégats (le PIB, notamment) souffrent d'un certain nombre de limites qui en réduisent la pertinence. Citons-en l'échantillon suivant<sup>6</sup> :

- La sphère non marchande de l'économie est insuffisamment appréhendée. En effet, la création de richesses provenant des services gratuits rendus par les ménages à eux-mêmes (travail des femmes aux foyers, jardinage, etc.) n'est pas prise en compte alors qu'elle contribue au bien-être. En outre, les services collectifs fournis par les administrations sont évalués de façon grossière.

- L'économie informelle demeure difficile à cerner. Les activités informelles (dénommées «souterraines» ou «parallèles» ou encore «non observées») telles que le travail au noir, les activités illégales, les activités non déclarées, etc. sont par nature difficiles à saisir car elles

échappent, dans la majorité des cas, à l'observation statistique et, en grande partie, à l'enregistrement administratif et fiscal. Certaines études<sup>7</sup> évaluent le poids de l'informel au Maroc entre 56 et 75% de la population active urbaine. Pour affiner la connaissance de l'informel, La Direction de la Statistique tente actuellement de mettre au point des méthodes appropriées.

- Les relations entre l'activité économique et l'environnement naturel ne sont pas décrites. A cet égard, quatre lacunes essentielles peuvent être citées<sup>8</sup> :

- Les services rendus par l'environnement à titre gratuit (fonctions d'épuration, de recyclage et d'assimilation des rejets, aménités, etc.) ne sont pas comptabilisés en flux positifs.

- Les dommages infligés à l'environnement (perte d'un bien ou d'un service environnemental, création d'une nuisance, etc.) ne sont pas non plus comptabilisés en flux négatifs.

<sup>7</sup> Voir à ce propos : Salahdine Mohammed, *Les petits métiers clandestins, le business populaire*, Eddif Maroc, Casablanca, 1988.

<sup>8</sup> Pour de plus amples détails, voir : Abdelilah Baguare, *Aspects économiques de la gestion de l'environnement au Maroc*, Thèse de doctorat d'Etat en sciences économiques, Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales, Salé, 2003.

<sup>6</sup> Pour davantage de détails, se reporter à :

- Edith Archambault, *Comptabilité nationale*, Economica, 1994.

- J.-P Piriou, *La comptabilité nationale*, coll. Repères, La Découverte, 1995



➤ Les prélèvements de ressources naturelles ne sont pas considérés comme une consommation de capital fixe. Ils ne sont comptabilisés qu'aux prix d'extraction et aboutissent étrangement à augmenter d'autant le PIB.

➤ Les dépenses de protection de l'environnement (dépollution et restauration des milieux, contrôle et mesure de la qualité du milieu, etc.) sont souvent comptabilisées en dépit du bon sens. Ainsi, par exemple, dans le cas des ménages et des administrations, ces dépenses sont-elles assimilées à des consommations finales et aboutissent de la sorte à augmenter d'autant le PIB<sup>9</sup>.

Dès lors, certains économistes et comptables nationaux proposent de tenir compte des lacunes qui viennent d'être mentionnées afin de corriger les agrégats, notamment le PIB.

- Le qualitatif et l'immatériel ne sont que grossièrement saisis. La comptabilité nationale mesure mieux les quantités que la qualité. Or, celle-ci constitue un élément déterminant de la croissance et de la compétitivité. De même, la comptabilité

<sup>9</sup> Une aberration, des plus spectaculaires, résultant de ce mode de traitement comptable des dépenses d'environnement est de considérer que les dépenses de lutte contre l'incendie d'une forêt accroissent d'autant le PIB !

nationale décrit mieux la production matérielle que la production immatérielle (services).

Au total, les agrégats, et en général la comptabilité nationale, sont loin de refléter le bien-être économique. « *Le PNB, écrit J. Tinbergen<sup>10</sup>, n'est pas le bonheur national brut* ». Mais en dépit de ces critiques, la comptabilité nationale demeure un instrument précieux de connaissance de la réalité économique d'un pays.

<sup>10</sup> Economiste néerlandais, prix Nobel d'économie en 1969.





et encore plus..